



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU LUNDI 13 OCTOBRE 2014

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Affaires Culturelles

L'an deux mille quatorze le treize octobre à dix huit heures, *le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.*

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	62

Objet de la délibération:
**Artothèque -
Contrat de
commodat CAD /
Association
Artothèque**

PRÉSENTS :

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, CHILINI Bernard, MARCY Valérie, PIERRUGUES Gérald, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, FANELLI Nicole, ROUVIER Georges, BACQUET Yves, CARRIERE Christophe, AMBROSINO Franck, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, BOUZEREAU Gilbert, CAYMARIS Alain, CHALOT-FOURNET Christine, CHARDES Bernard, COLOMBANI Anne-Marie, DUBOUIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FIORINI Francine, FRANCIN Sylvie, GONZALES Nathalie, GUELLATI Malika, GUIOL Marie-Christine, LEGRAIEN Françoise, LEROUX Florence, LE POULAIN Yves, LOEW Grégory, MARY-BOUZEREAU Sandrine, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, NICOLETTI Christine, PELASSY Michèle, PESCE Thierry, PREMOSELLI Christine, REIG Laure, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SENES Sylvain, STRAMBIO Richard, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain

REPRÉSENTÉS :

Liliane BOYER pouvoir à Françoise LEGRAIEN, Fabien MATRAS pouvoir à Laure REIG, Serge BALDECCHI pouvoir à Nicole FANELLI, Alain BOUCHER pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Max CARZOLI pouvoir à Nathalie GONZALES, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Alain HAINAUT pouvoir à Grégory LOEW, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Francine REGAZZETTI pouvoir à Alain PARLANTI, Jean-Daniel SANTONI pouvoir à Marie-Christine GUIOL, David SONNEVILLE pouvoir à Florence LEROUX

ABSENT :

MARCEL Frédéric

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Mademoiselle Marie-Christine GUIOL

RAPPORTEUR : Madame Nicole FANELLI

17 OCT. 2014

Transmis le :

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Affiché le 17 OCT. 2014

Avec l'ouverture du Pôle Culturel Chabran et l'aménagement d'une salle dédiée à l'art contemporain, la Communauté d'Agglomération Dracénoise met en place un nouveau service : l'Artothèque.

Avec ce service, les particuliers pourront emprunter des œuvres d'art originales (peintures, photographies sculptures, dessins, Mail-Art...), les emporter pour les accrocher en leur domicile, salles de réunions, bureaux ou autre lieu situé sur le territoire qui préservera la conservation des œuvres. Les collectivités territoriales pourront également avoir accès à ce service, en particulier les classes qui travaillent sur des projets liés à l'art contemporain.

Afin que la Communauté d'Agglomération Dracénoise dispose de ces œuvres, il est proposé la signature d'un contrat de commodat, ou contrat de prêt à usage, régi par les articles 1875 et suivants du code civil, avec l'association dracénoise « Artothèque », propriétaire desdites œuvres.

Ce contrat de prêt avec l'association, conclu à titre gratuit et pour une durée de six ans, permettra donc, à la collectivité de disposer de ces œuvres d'art strictement listées, évaluées et conservées au musée des Arts et Traditions Populaires pour les proposer, sous certaines conditions et notamment d'assurance, à des personnes physiques ou à des personnes morales de droit public dûment abonnées au service Artothèque de la Communauté d'Agglomération Dracénoise. L'abonnement au service est prévu pour une année civile (du 1^{er} janvier au 31 décembre). L'abonnement au service sera effectif à compter du 1^{er} janvier 2015.

Les œuvres ainsi prêtées par l'association à la collectivité seront présentées au public lors d'une exposition temporaire qui se déroulera au sein du Pôle Culturel Chabran dans la salle dédiée à l'Art.

Afin de parfaire votre information, le projet de contrat de commodat entre la CAD et l'association Artothèque est joint à la présente délibération.

En conséquence et au vu de l'avis de la commission Culture, réunie le 08 octobre 2014, il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

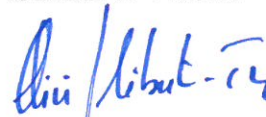
- autoriser Monsieur le Président à signer le contrat de commodat avec l'association Artothèque et tous documents afférents;
- fixer les tarifs de l'abonnement au service Artothèque comme suit :
 - o Pour les personnes physiques : 12 € par an;
 - o Pour les personnes morales de droit public : 100 € par an;
 - o La gratuité du service et donc de l'abonnement est prévue pour les emprunts réalisés dans le cadre de l'enseignement scolaire.

Les recettes afférentes seront inscrites à partir du budget 2015 et pour les exercices suivants au chapitre 70 article 7062.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, par 59 voix pour et 3 abstentions : (AMBROSINO Franck, RUDNIK Thierry, VECCHIO Valéria), décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le lundi 13 octobre 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

CONTRAT DE COMMODAT D'ŒUVRES d'ART DE L'ASSOCIATION « L'ARTOTHEQUE »

Table des matières

<u>Table des matières.....</u>	<u>1</u>
<u>Article 1.Objet du contrat.....</u>	<u>2</u>
<u>Article 2.Obligation de l'emprunteur.....</u>	<u>2</u>
<u>Article 3.Engagement du prêteur.....</u>	<u>3</u>
<u>Article 4.Description du/des objet(s) prêté(s).....</u>	<u>3</u>
<u>Article 5.Durée du prêt.....</u>	<u>3</u>
<u>Article 6.Conditions de livraison et de restitution.....</u>	<u>4</u>
<u>Article 8.Assurance/Responsabilité.....</u>	<u>4</u>
<u>Article 9.Règlement des Litiges.....</u>	<u>4</u>

Préambule.

Le présent contrat de commodat ou prêt à usage est conclu par référence aux articles 1875 et suivants du code civil.

En vertu de l'article 1875 du code civil, « *le prêt à usage ou commodat est un contrat par lequel l'une des parties livre à l'autre une chose pour s'en servir, à la charge par le preneur de le rendre après s'en être servi* ».

Il a pour objet, notamment, de déterminer les conditions d'emprunt des œuvres d'art et les engagements réciproques de chacune des parties.

Transmis le : 17 OCT. 2014
au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 Mars 1902.

Il est conclu entre :

L'Association « L'Artothèque », dont le siège social est à Draguignan (Var) sis 41 Grand Rue,
Enregistrée sous le code SIRET numéro 451 731 699 000 18

Représentée par Monsieur BUFFETAUD Laurent Président, dûment habilité à l'effet du présent contrat en vertu de _____ (acte juridique permettant la signature) ;

ci-après dénommée par « le prêteur » ;

Et

La Communauté d'Agglomération Dracénoise, dont le siège social est à Draguignan (Var) - Square Mozart CS 90129,
Enregistrée sous le code SIRET numéro 248 300 493 001 24
Représentée par le Président de la CAD en exercice, Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var, dûment autorisé à l'effet du présent contrat en vertu de la délibération n° _____ en date du ____ 2014.

ci-après dénommée par « l'emprunteur » ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1. Objet du contrat.

Le présent contrat a pour objet le prêt d'œuvres d'art.

Ce contrat de prêt est consenti pour permettre à l'emprunteur de créer un service « Artothèque » c'est-à-dire un service qui permet le prêt d'œuvre à des personnes physiques ou des personnes morales de droit public présentant les garanties adéquates pour assurer la bonne conservation des œuvres. Mais également de pouvoir organiser des expositions temporaires dans lesquelles les œuvres pourraient être exposées.

Ces œuvres d'art sont la propriété du prêteur.

La liste valorisée des œuvres a été établie au jour de la signature du contrat.

Tout nouveau prêt d'œuvre fera l'objet de l'établissement d'un contrat de commodat distinct, dont le terme sera identique au terme du présent contrat.

La liste exhaustive est consultable sur le site suivant : <http://www.dracenie.com/>

Article 2. Obligation de l'emprunteur

L'emprunteur s'oblige :

- A prendre toutes les mesures de conservation nécessaires pour rendre l'œuvre dans le

- même état que lors de l'emprunt ;
- A faire un usage raisonnable de l'œuvre prêtée conformément à l'article 1880 du code civil ;
 - A ne pas déplacer l'œuvre à l'extérieur du territoire de la CAD, sauf autorisation expresse de l'association ;
 - A ne pas reproduire, ni photographier l'œuvre et s'oblige à respecter les dispositions du code de la propriété intellectuelle notamment les articles L122-4 et suivants ;
 - En cas de sinistre, l'emprunteur devra sans délai informer concomitamment son assureur et le prêteur ;
 - A ne prêter les œuvres qu'à des personnes physiques ou morales qui apportent les garanties (assurance, lieu de conservation ...) nécessaires pour la conservation desdites œuvres ;
 - A conclure avec chaque personne physique ou morale un contrat de commodat pour prêter les œuvres objet du présent contrat.

Article 3. Engagement du prêteur.

Le prêteur s'oblige à ne pas retirer la chose prêtée et ce jusqu'au terme convenu.

Néanmoins et conformément aux dispositions du code civil, si pendant le délai d'emprunt, il survient au prêteur un besoin pressant et imprévu de sa chose, il pourra récupérer l'œuvre. Dans ce cas, l'emprunteur pourra bénéficier, dès que l'événement, ayant causé le retour de l'œuvre à son propriétaire, aura disparu, du retour de l'œuvre.

Le prêteur autorise l'emprunteur à prêter les œuvres conformément à l'article 1.

Le prêteur autorise également l'emprunteur à organiser avec les œuvres des expositions temporaires dans ces locaux ou dans des locaux qui lui seraient mis à disposition sur le territoire de la CAD.

Article 4. Description du/des objet(s) prêté(s).

La liste des œuvres, ainsi, prêtées est élaborée entre les deux parties par un acte annexé au présent contrat.

Chaque œuvre a été valorisée par l'artiste en fonction de sa côte officielle et/ou de sa notoriété.

Toutes informations sur l'œuvre, (année de création, titre éventuel, dimension et technique) son état général, ses défauts ... sont consignés dans cette liste.

Article 5. Durée du prêt.

Le présent contrat est conclu pour une durée ferme de six ans.

Au terme des six années les parties pourront s'entendre afin d'élaborer un nouveau contrat de commodat.

A l'issue du contrat et si aucun autre contrat n'est élaboré entre les parties, l'emprunteur devra ramener les œuvres au siège social de l'association.

L'emprunteur devra s'assurer antérieurement au terme du contrat qu'il est bien, ou qu'il sera bien dépositaire de l'ensemble des œuvres pour pouvoir les restituer au prêteur.

Article 6. Conditions de livraison et de restitution.

Les œuvres sont livrées par l'association au Musée des Arts et Traditions Populaires sis rue Roumanille à Draguignan, propriété de la CAD.

Les œuvres seront au terme du contrat restituées par l'emprunteur au siège social de l'association « L'Artothèque », sis 41 Grand rue à Draguignan.

En cas de changement par l'une ou l'autre des parties du lieu de dépôt ou de restitution, elles devront en informer l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception au moins un mois avant la date prévue pour ce dépôt ou cette restitution.

Article 8. Assurance/Responsabilité.

A. Assurances.

L'emprunteur s'engage à s'assurer et ce pour la durée du présent contrat pour les œuvres ainsi prêtées, avec une limite de garantie au moins égale à la valeur de l'ensemble des œuvres prêtées.

L'emprunteur fournira, dans ce cadre, au prêteur chaque année une attestation d'assurance.

B. Responsabilité du fait du commodat.

En vertu de l'article 1881 du code civil, si l'emprunteur emploie la chose à un autre usage ou pour un temps plus long, il sera tenu de la perte arrivée, même par cas fortuit.

A ce titre, les œuvres ont fait l'objet d'une évaluation qui est insérée dans la liste exhaustive des œuvres prêtées.

L'emprunteur est également garant si la chose prêtée périt par cas fortuit mais pour lequel l'emprunteur aurait pu l'éviter.

Le prêteur est responsable de l'œuvre jusqu'au dépôt au Musée des Arts et Traditions Populaires sis rue Roumanille à Draguignan (Var).

Conformément à l'article 1883 du code civil, comme la chose prêtée a été estimée, la perte qui arrive même par cas fortuit est à la charge de l'emprunteur et ce quel que soit les prises en charge ou non par les assurances.

Article 9. Règlement des Litiges.

A. Recours à la médiation.

Les deux parties s'engagent à appliquer les termes du contrat loyalement et à éviter tout différend.

En cas de litige dans la mise en œuvre ou dans l'interprétation du présent contrat, les parties s'engagent à mettre en œuvre les solutions pour aboutir à un règlement amiable dudit litige et, notamment avoir recours à la médiation.

B. Juridictions compétentes.

Pour l'élection des présentes et leurs suites, les parties font élection de domicile au Musée des Arts et Traditions Populaires, sis rue Roumanille 83300 Draguignan.
Cette élection de domicile est attributive des juridictions judiciaires de Draguignan, et administrative de Toulon.

Fait à Draguignan le _____ en double exemplaire dont un remis à l'emprunteur.

Précédé de la mention manuscrite « lu
et approuvé »

Pour la CAD,
Le Président en exercice
Député du Var

Monsieur BUFFETAUD Laurent
Président en exercice de l'Association
« L'Artothèque »

Olivier AUDIBERT-TROIN

ANNEXE 1
LISTE DES ŒUVRES

Nom de l'artiste		<div style="border: 1px solid black; padding: 10px; margin: 10px auto; width: 150px; text-align: center;"> Photo de l'œuvre </div>
Titre de l'œuvre		
Référence interne		
Evaluation œuvre / Valeur Assurance		
Dimension Non encadrée		
Dimension Encadrée		
Année de création		
Technique employée		

B. Etat de l'œuvre.

Etat général de l'œuvre :

Etat général de l'encadrement :

Observations particulières (description exhaustive de toute altération) :
